



Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, prend la parole lors d'une conférence de presse à Ottawa le 21 février. [DAVE CHAN/AFP VIA GETTY IMAGES]

La prise de pouvoir de Trudeau passe à la clandestinité

L'attaque contre la liberté canadienne se poursuit.

- Abraham Blondeau
- [19/04/2022](#)

Comptes bancaires gelés ; voyages limités ; médias censurés. Ces mesures extraordinaires sont prises pour défendre la démocratie et protéger la liberté. Ces mesures ont été prises par le gouvernement du Premier ministre canadien Justin Trudeau contre la Russie en raison de son invasion de l'Ukraine. Pourtant, ce sont les mêmes mesures prises par Trudeau contre les Canadiens qui manifestent pacifiquement pour leurs libertés.

Alors que la démocratie meurt au Canada, nos dirigeants sont prêts à dépenser des milliards de dollars et à ruiner notre économie pour la démocratie d'une autre nation.

Trudeau a même déclaré que les démocraties glissent vers l'acceptation des politiques et des dirigeants autoritaires. A-t-il parlé de lui-même par inadvertance ?

Il s'agit d'un coup d'État, d'une conspiration, d'une infiltration commise contre le peuple canadien. Mais cela a été prophétisé dans la Bible. Et même si la Loi sur les urgences a été annulée, certaines des mesures extraordinaires utilisées en vertu des pouvoirs d'urgence sont toujours en vigueur.

Au plus fort du coup de force, plus de 200 comptes bancaires ont été gelés, d'une valeur de plus de 8 millions de dollars. Bien que certains de ces comptes aient été débloqués, certains Canadiens ne peuvent toujours pas accéder à leur argent. *CTV News* a rapporté que certains des comptes bancaires resteront gelés en raison d'autres affaires juridiques et d'ordonnances du tribunal : « Kim Manchester, experte en renseignements financiers, affirme que les banques continueront probablement à suivre les personnes signalées par la GRC [Gendarmerie royale du Canada] et que leurs noms pourraient se retrouver dans les bases de données de tiers du secteur privé utilisées par les banques pour atténuer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Les banques et autres institutions financières ont également reçu l'ordre de vérifier si certains de leurs clients semblaient soutenir les manifestations, et ces actions de surveillance pourraient bien se poursuivre, a-t-il ajouté. »

Cela a été confirmé depuis par *Blacklock's Reporter* : « Les sympathisants du Convoi de la liberté dont les comptes ont été gelés par ordre du cabinet verront leurs dossiers marqués à vie, a déclaré l'Association des banquiers canadiens le 10 mars. Les banquiers ont également révélé qu'ils avaient gelé les comptes de personnes qui n'ont jamais figuré sur une liste noire de la GRC contenant 257 noms. » Les banques ont été encouragées à créer leurs propres listes noires de clients qu'elles soupçonnaient de soutenir le Convoi de la liberté.

La principale organisatrice du Convoi de la liberté, Tamara Lich, a obtenu une caution de 25 000 dollars après 18 jours d'emprisonnement. À l'origine, la juge Julie Bourgeois avait refusé de libérer Lich sous caution en raison de la menace constante qu'elle représentait pour la démocratie. Bourgeois était une candidate libérale en 2011 et a été nommée à la cour fédérale par Trudeau en 2015. Il est intéressant qu'elle ait été chargée de l'audience sur la libération sous caution de Lich. Il a également été révélé que Lich portait des entraves aux chevilles pendant son emprisonnement.

Les conditions de la caution de Lich sont scandaleuses si l'on considère qu'elle n'est détenue que pour « méfait ». Certaines des conditions de la caution de Lich sont essentiellement un bâillon et un confinement social : « Il est également interdit à Lich d'accéder aux médias sociaux, de les utiliser ou de demander à quelqu'un de les utiliser en son nom », rapporte *CTV News*. « Elle ne peut pas non plus assister ou s'engager dans de futures manifestations contre les mandats de COVID-19. La caution de Lich doit avoir un accès facile et régulier à ses appareils électroniques pour s'en assurer. Il lui est également interdit d'être en contact avec plusieurs autres organisateurs ou dirigeants du mouvement du convoi. » Trudeau fait effectivement taire tous ceux qui ne sont pas d'accord avec ses politiques.

Les événements d'Ottawa ont montré comment les médias traditionnels au Canada sont complètement soumis au gouvernement de Trudeau en raison des subventions et des renforcements gouvernementaux. Sans les médias indépendants comme *Rebel News* et les personnes qui publient des informations sur les médias sociaux, la vérité n'aurait jamais été connue *Blacklock's Reporter* a écrit : « Le ministre du Patrimoine Pablo Rodriguez promet plus de subventions aux médias après avoir remercié les journalistes pour leur couverture du Convoi de la liberté. 'Regardez le rôle que les journalistes ont joué', a déclaré Rodriguez : 'Je crois qu'il y ait encore plus de choses que nous devrions être en mesure de faire.' »

Il semble que l'Internet soit le prochain domaine de la vie canadienne à être surveillé par le gouvernement fédéral. La loi sur la diffusion en ligne, le projet de loi C-11, est actuellement débattu au Parlement. Elle donnerait au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), un comité bureaucratique non élu, des pouvoirs étendus pour réglementer le contenu d'Internet. Il s'agirait notamment de veiller à ce que les émissions aient un certain contenu canadien et contiennent certaines valeurs et points de vue politiques, et de censurer ou d'imposer des amendes massives ou des peines de prison en cas d'infraction.

À titre d'exemple du pouvoir dont dispose le CRTC, *Russia Today* s'est vu retirer sa licence de diffusion sans suivre la procédure normale. Le gouvernement fédéral a déclaré que *Russia Today* faisait la promotion de la désinformation et de la désinformation, et l'émission a donc été censurée sans procédure régulière. Le CRTC a le pouvoir de réduire au silence toute programmation à la radio et à la télévision au Canada, et le projet de loi C-11 lui donnerait des pouvoirs similaires sur l'Internet. Il s'agit d'un projet de loi dangereux.

Même des politiciens comme Randy Hillier, qui s'est opposé aux mesures de vaccination du gouvernement et a soutenu les camionneurs, a été censuré sur *Twitter* et s'est vu interdire l'accès à l'assemblée législative provinciale de l'Ontario. M. Hillier n'a enfreint aucune loi et n'a constitué une menace pour personne ; il était simplement en désaccord avec M. Trudeau et le Premier ministre de l'Ontario, Doug Ford.

Un autre projet de loi portant atteinte à la liberté des Canadiens est le projet de loi S-233 du Sénat. Ce projet de loi vise à donner à chaque Canadien âgé de plus de 17 ans un revenu de base garanti. Le montant de ce revenu serait destiné à couvrir les frais de subsistance et les déplacements quotidiens et s'ajouterait aux autres programmes d'aide sociale. Non seulement cela augmenterait les déficits massifs et aggraverait la crise de la dette nationale du Canada, mais cela exacerberait également la dépendance des gens envers le gouvernement pour survivre.

L'aide gouvernementale pendant la pandémie, appelée la « Prestation canadienne d'urgence », a créé une pénurie artificielle d'emplois, les gens choisissant de vivre de l'argent du gouvernement au lieu de travailler. De nombreuses petites entreprises ferment ou sont en difficulté en raison de l'incapacité à trouver des employés. Les dernières statistiques disponibles font état de 912 580 emplois vacants au Canada et de 1,3 million de chômeurs. Un revenu de base universel affaiblirait davantage l'économie et rendrait les gens dépendants du gouvernement. C'est ce que veut ce gouvernement communiste. Comme l'inflation augmente et que les gens ont besoin d'aide pour se payer un logement, de la nourriture et du carburant, cela ouvre la porte à une plus grande intervention du gouvernement dans la société canadienne.

Même l'inflation écrasante du carburant que subissent les Canadiens est conçue pour forcer l'acceptation des initiatives gouvernementales en matière d'énergie verte et pour déconstruire l'indépendance des gens. Depuis 2015, Trudeau a annulé 176,2 milliards de dollars de projets et d'investissements dans l'industrie pétrolière et gazière du Canada.

Alors que le gouvernement vise le contrôle économique et la censure de l'Internet, le gouvernement de Trudeau réécrit également l'histoire du Canada. Ce processus est en cours depuis des années au Canada, perpétué par les marxistes dans l'éducation et dans le gouvernement, mais le gouvernement de Trudeau a accéléré cette attaque. « Selon nos dossiers, environ un dixième des désignations historiques fédérales approuvées depuis 1919 seront purgées ou réécrites, y compris de nombreux hommages à John A. Macdonald », a écrit *Blacklock's Reporter*. « Le révisionnisme fait suite à un ordre du cabinet de supprimer l'histoire jugée comme célébrant le colonialisme : 'Rien n'est à l'abri d'une révision.' »

Cet ordre du cabinet a été secrètement exécuté par l'archiviste en chef du Canada, Leslie Weir, en octobre 2021. Des milliers d'archives gouvernementales officielles sur l'histoire du Canada ont été retirées et signalées si elles « manquaient de perspectives indigènes » ou si elles « ignoraient ou négligeaient l'impact du colonialisme ». Il s'agit d'un assaut frontal contre la culture canadienne et les institutions gouvernementales, et on tente de faire honte aux Canadiens pour qu'ils acceptent le progressisme *woke* [réveillé] au détriment de leurs libertés.

Comment Trudeau est-il capable de diriger un programme communiste qui mine les droits des Canadiens et l'état de droit ?

Lorsque Pierre Trudeau a rapatrié la Constitution en 1982, le Canada est devenu une nation de suprématie constitutionnelle, ce qui signifie qu'une loi écrite régit toutes les fonctions du gouvernement. Toutefois, le système de gouvernement canadien de type *Westminster* fonctionne toujours selon le principe de la suprématie parlementaire, ce qui signifie que les représentants élus du peuple ont le pouvoir d'adopter toutes les lois relevant de leur compétence. La Charte des droits et libertés, incluse dans la Constitution du Canada, prévoit des limites quant aux lois qui peuvent être adoptées.

En termes pratiques, le parti au pouvoir a trouvé une faille dans la Constitution. Non seulement la clause de la première section de la Charte permet au gouvernement d'abuser de son pouvoir, mais la faible séparation des ailes exécutives et législatives du gouvernement permet également un abus de pouvoir. Les pouvoirs exécutif et législatif sont fusionnés en un seul au sein du cabinet. Par

conséquent, ce sont les mêmes législateurs qui élaborent les lois que le pouvoir exécutif exécutera par la suite. Il est courant que les législateurs rédigent des lois qui accordent à l'exécutif un large pouvoir discrétionnaire quant aux limites légales de ces lois, rendant ainsi floues les limites constitutionnelles.

Au Canada, le pouvoir exécutif est de loin le plus important. Il se compose du cabinet, du bureau du Premier ministre, de toutes les agences gouvernementales, de la fonction publique, de la banque centrale, de la bureaucratie médicale, de la GRC, des agences de renseignement, etc. Cette bureaucratie massive de l'exécutif est « l'État profond » du Canada. Le numéro de juillet 2018 de la *Trompette* décrit les dangers et l'histoire de l'État profond aux États-Unis. Les communistes au Canada ont suivi le même schéma.

De Pierre Trudeau à Justin Trudeau, à l'exception de Stephen Harper, le parti au pouvoir et l'État profond de l'exécutif canadien ont mis en place un programme gauchiste radical et cohérent pendant 40 ans. À l'abri des regards, Trudeau est en train d'accélérer ce programme.

La prophétie biblique indique qu'une partie du déclin prophétisé des nations modernes d'Israël impliquera une attaque communiste provenant de l'intérieur. Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, écrit ceci dans *Great Again* [Grande à nouveau—disponible en anglais seulement] : « [Les communistes] visent à détruire le système, parce qu'ils ne peuvent pas en construire un autre avant que cela ne se produise. [...] Nous le regardons en face aujourd'hui. » Le fait que Trudeau invoque la Loi d'urgence devrait être un signal d'alarme pour nous tous. M. Flurry poursuit : « Nous devons voir la réalité en face : Quelque chose de mortellement dangereux s'est emparé du pays—bien plus que ce que les gens ne réalisent. Il y a une dimension spirituelle à ce qui se passe, et vous ne pouvez pas comprendre ces événements si vous ne le reconnaissez pas. »

Les événements qui se déroulent au Canada ont une dimension spirituelle. L'architecte ultime de cette attaque communiste contre le Canada est Satan le diable. Cet être spirituel mauvais a été précipité sur Terre (Apocalypse 12 : 9) et il est le dieu de ce monde (2 Corinthiens 4 : 4). C'est la vérité la plus importante que vous devez savoir sur ce qui se passe en ce moment, comme l'écrit M. Flurry : « La gauche radicale n'est pas notre grand problème. En fin de compte, il ne s'agit pas d'un homme ou d'une administration ; il s'agit d'un être spirituel maléfique qui travaille à détruire cette nation—et de la raison pour laquelle Dieu permet que cela se produise ! » Cette vérité peut révolutionner votre vie. Mais le seul endroit où vous pouvez trouver cette vérité est à la *Trompette*.

Pour en savoir plus sur cette dimension spirituelle et pourquoi cela se produit, veuillez lire notre brochure gratuite *Great Again* [Grande à nouveau—disponible en anglais seulement] et l'ouvrage de Herbert W. Armstrong intitulé *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*.



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**Les Anglo-
Saxons selon
la prophétie**

maintenant en cliquant